chaque vendredi 2,50€

hebdo communiste des P.-O.

Le Travailleur Catalan l'hebdo



- **19 novembre**
  Les retraités mobilisés p. 5
- **Vallespir**
  Les 200 ans de la photographie p. 12

2,50 € - N° 4139 - Du 20 au 26 novembre 2026

Siamo tutti Antifascisti

« Du cinéma Vautier d'Elne à la façade du Travailleur Catalan, l'extrême droite s'attaque à nos valeurs ! » P. 6 /7

l'Édito

René Granmont

Un tournant pour l'avenir



Ils sont rares les instants historiques où le mouvement social dépasse la simple contestation pour devenir un grand élan populaire et politisé. Un élan qui ne consiste pas seulement à protester contre une contre-réforme ou à réclamer une réforme, mais qui voit plus loin et vise des enjeux d'avenir.

Le mécontentement et la colère ont changé de nature en portant le rejet d'un système que les possédants veulent nous faire croire indépassable. Ils s'enracinent dans la vie quotidienne, dans le mal-logement, dans la baisse du niveau de vie, dans le délabrement de l'Éducation nationale, dans les discriminations et les inégalités de plus en plus profondes, dans des crises écologiques qui deviennent insupportables.

Elles et ils sont de plus en plus nombreux, en particulier dans la jeunesse, à comprendre que cette situation existentielle devenue intenable est le symptôme d'un système qui n'offre que pauvreté, précarité, flexibilité, avenir bouché…

À chaque revendication, si légitime soit-elle, la seule réponse n'a été, jusqu'à aujourd'hui, qu'une répression d'un niveau rarement atteint depuis des dizaines d'années.

Et cela, alors que La Tribune (ce n'est pas un journal de gauche) explique dans ces colonnes que l'assèchement des contributions des grandes entreprises capitalistes et des ménages les plus aisés au budget de l'État atteint a minima le montant astronomique de 929 milliards d'euros cumulés entre 2018 et 2025. Dans le même temps les dividendes distribués par les géants de l'économie ont presqu'atteint les 2 000 milliards d'euros ! Dès lors, la conscience a grandi que la dégradation de la vie quotidienne des travailleurs, des retraités et des jeunes n'est pas une fatalité passagère, mais l'effet du capitalisme,

C'est cela que ne supportent plus les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui, depuis des semaines, arpentent les rues de nos villes. Ajoutons que le cœur de ce mouvement conteste aussi les idées de l'extrême droite ; il rejette tout relent nationaliste ou identitaire, refuse la logique de concurrence, le rejet de l'autre, il fait de la lutte contre les inégalités et pour la fraternité le socle de son combat.

Ce que nous vivons aujourd'hui est un véritable tournant que l'ensemble des forces progressistes doit prendre en compte pour, par-delà différences et divergences, définir avec la foule des manifestants les contours d'un monde qui dépasse ce capitalisme étouffant, un monde de l'émancipation humaine, de la paix et de la vie.

Annonces

→ **Canigó-Ararat - Faire se rencontrer deux montagnes, terres de résistances, de paix et d'espérance. Un pas vers un jumelage inédit, territorial et citoyen**
Dimanche 22 novembre à 16h - Casino - Vernet-les-Bains.

→ **Université Populaire du Travailleur Catalan. Le surréalisme, conférence de Marie-Pierre Vieu**
Vendredi 27 novembre à 18h30 – Maison des communistes (salle Philippe Galano) – 44, avenue de Prades – Perpignan.







Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication : Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet/© Emmanuel Floquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador/ Oliprint
20 rue Marie Curie - 66200 Elne (France)

Webmaster : Corinne Coquet
Publicité : PHR

Habilité à la parution de vos **annonces légales.**
Contactez-nous par mail : **legales@letc.fr**

Déni démocratique !

L'Assemblée nationale a refusé de débattre de la pétition lancée contre CNews. Une pétition qui pose la question des limites de la liberté d'expression…

Malgré 1 066 880 signatures de citoyens recueillies en un temps record, l'Assemblée Nationale ne discutera pas de la très problématique chaîne de télévision *CNews*, 28 des 53 députés de la commission des affaires culturelles ayant voté pour le classement de la pétition. Beau déni de démocratie, la représentation nationale refusant de prendre en compte la demande largement soutenue d'avoir, au moins, un débat de fond sur les rejets que suscite cette chaîne.
La pétition avait été lancée par un citoyen ulcéré des digues toujours franchies en matière de racisme par CNews. Il demandait notamment la suppression du *Canal TNT* de la chaîne de Vincent Bolloré. « *Une fréquence, ça se mérite, ça ne se souille pas* », avait-il notamment indiqué.



Les fréquences appartiennent à l'État

Il faut bien savoir que, si la loi « *Léotard* » adoptée au moment de la privatisation de TF1 en septembre 1986 a consacré la liberté d'information par voie électronique, cette liberté est encadrée par des exigences de pluralisme, de protection des mineurs et d'ordre public. Or les fréquences de la TNT appartiennent à l'État et sont sous-louées aux chaînes par un contrat qui les oblige à respecter des règles de pluralisme et d'honnêteté de l'information. Donc *CNews*, en se comportant comme une chaîne d'opinion et non une chaîne d'information, n'a cessé de rompre les termes de ce contrat. Comme le montre la multitude de rappels à l'ordre par l'Arcom, de sanctions et d'amendes… Des amendes dont le milliardaire Bolloré se rit totalement…

Certains diront que c'est à l'*Arcom*, gendarme de l'audiovisuel, de se prononcer sur ce genre de sujet. Or l'Arcom manque de moyens et a surtout les mains liées par le pouvoir en place…

Les limites de la liberté d'expression

Mais plus fondamentalement, le débat lancé par cette pétition dépasse l'*Arcom*, et pose la question des limites, posées par la loi, de la liberté d'expression et de leur respect. En effet, quand *CNews* multiplie les dérapages racistes et xénophobes, il ne s'agit plus d'un problème de liberté d'opinion. Doit-on rappeler à toutes celles et ceux qui crient au respect de la liberté d'opinion pour défendre *CNews*, que la loi du 13 juillet 1990, dite loi Gayssot, réprime les actes racistes, antisémites ou xénophobes comme des délits graves. Accepterait-on, au nom de la liberté d'expression qu'une chaîne fasse à longueur d'antenne la promotion de la pédophilie ou des agressions sexuelles ? Alors pourquoi devrions-nous accepter le racisme le plus débridé ?
Reste au moins une certitude : fuyez *CNews* comme la peste !

René Granmont

Escroquerie à tous les étages !

Alors que la CGT et les organisations de jeunesse refusent de répondre à la presse en présence de journalistes de CNews, le gouvernement, la droite et l'extrême droite invoquent la liberté de la presse.

À l'issue de la conférence sociale organisée lundi 9 novembre par le gouvernement avec les partenaires sociaux, Sophie Binet, à la vue du micro de *CNews,* a interrompu ses échanges avec la presse, précisant qu'elle ne s'adressait jamais à cette chaîne et ne pouvait poursuivre son intervention en sa présence.
Dans l'après-midi, les étudiants et les lycéens ont adopté la même position. L'intersyndicale de la jeunesse, qui réunit la FAGE, l'UNEF, l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne, a préféré annuler la conférence de presse prévue avant une rencontre avec Sébastien Lecornu, en raison de la présence de journalistes de CNews.
« *Nous ne parlons toujours pas à CNews* », a déclaré Ryad Rani, président de l'Union syndicale lycéenne. Dans un communiqué, la FAGE a précisé : « *nous refusons de cautionner la présence de l'extrême droite dans un espace de dialogue consacré à l'avenir de la jeunesse* ». Dès le lendemain, la ministre de la Culture, Catherine Pégard, a surréagi : « *Personne n'a le droit de trier parmi les journalistes* ». Une prise de position qui vient au secours de l'extrême droite. Bruno Retailleau, candidat LR à la présidentielle, a également exprimé son soutien. Selon lui, « *les politiques ou syndicalistes qui refusent de parler en présence d'un micro de CNews piétinent la liberté de la presse* ».

Liberté d'expression ou impunité judiciaire ?

Le groupe Bolloré déploie ainsi son bouclier idéologique : CNews ne serait qu'un média d'opinion, aussi légitime que la presse écrite engagée et toute contestation de la chaîne constituerait une atteinte à la liberté d'expression.
Incitation à la haine raciale, diffamation, injure publique : des délits, pas des opinions. Avec 27 rappels à l'ordre et 630 000 euros d'amendes depuis 2019, CNews est hors la loi, pas au-dessus.
Faire passer l'impunité pour une liberté, voilà l'escroquerie. Refuser cette complaisance, ce n'est pas censurer : c'est démasquer l'impunité.

Evelyne Bordet



Luttes sociales

La CGT, un syndicat majeur dans la mobilisation

Comme toujours la CGT joue un rôle central et multiforme dans les luttes sociales actuelles. Le Travailleur Catalan a rencontré Julien Berthélemy, son secrétaire départemental.



© Michel Marc

Julien Berthélemy

Voulez-vous nous dire comment se porte la CGT dans le département ?

La question est difficile. Nous ne sommes plus dans les années 60 où nous comptions quatre fois plus de syndiqués et ce, dans toutes les entreprises ou presque. La réalité sociale et politique a changé. Nous avons aujourd'hui 3 700 syndiqués (600 000 au plan national), beaucoup moins qu'à l'époque. Mais, nous enregistrons des adhésions chaque jour et sommes sollicités tout le temps. Par les jeunes aujourd'hui, par des salariés isolés, et parfois par un groupe de salariés. L'exemple des gardiens saisonniers de troupeaux qui ont créé leur syndicat CGT, ou celui des vendangeurs de Banyuls qui, spontanément, nous ont demandé de l'aide traduit cette confiance en notre organisation. Nous avons donc des syndicats un peu dans tous les secteurs, dont une grande partie dans les services publics. Les salariés savent bien que nous ne sommes pas des syndicats de promotion, des syndicats maison, bien au contraire. Cela dit, on doit faire plus et mieux, au plus près des salariés, en particulier faire vivre les débats de fond nécessaires avec tous, de façon démocratique. C'est vital aujourd'hui. Ensuite, et peu le contestent, nous travaillons en permanence à l'union des forces syndicales, au rassemblement et aux rapprochements dans les luttes. C'est dans notre ADN. En clair, on se porte bien mais ça ne suffit pas.

Comment analyser les mobilisations, l'appel à la grève ?

Le 5 novembre, les autres syndicats ont très vite répondu et ont contribué à élargir le mouvement. La journée de mardi 17, où nous avons massivement manifesté dans les rues de Perpignan, a un peu suivi le même protocole. Appeler à la grève dans le public et dans le privé n'est jamais chose simple. Nous étions donc rassemblés, tous les syndicats, y compris avec les jeunes et les étudiants, dans une période où le gouvernement est très fragilisé. La conférence sociale, le lundi, lui a été imposée, ce n'est pas rien. Mais les résultats sont dérisoires. Vendredi 13, la Fonction publique, à son tour, était conviée par le Premier ministre qui n'a absolument rien lâché. Ce qui n'est pas pour rien dans l'engagement des autres syndicats. L'exigence, donc, c'est qu'il y ait encore plus de grévistes, partout. Nous y travaillons. Nous tractons partout. Nous sommes très bien reçus. Mais de là à la grève, il y a un chemin délicat. La perte de salaire, les pressions patronales et managériales sont bien connues, et, ces dernières années, elles se sont accrues fortement. La répression antisyndicale existe. C'est du vrai, c'est du réel. La tendance est plutôt de s'en prendre aux représentants syndicaux, surtout ceux de la CGT.

Les élections professionnelles vont avoir lieu, quelle est leur importance ?

Oui, dans les trois Fonctions publiques- État, hospitalière, territoriale -, début décembre, et à la SNCF, du 19 au 26 novembre. Plus de 30 000 votants potentiels. C'est très important. Elles conditionnent la représentation des salariés dans les instances représentatives. Nous avons fait campagne. Dans la fonction publique territoriale, malheureusement et trop souvent, les maires font pression, voire montent leur liste pour affaiblir la CGT. Surtout l'extrême droite et le RN. Dans la fonction publique hospitalière, c'est plus simple. Trois gros établissements (Perpignan, Prades et Thuir, et les Ehpad publics) et, malgré tout, des listes concurrentes parfois liées aux directions d'établissement ? Et puis, l'État, (finances publiques, écoles et universités, police et gendarmerie, justice…), c'est très diversifié et cela reste très compliqué. Nos syndicats mènent campagne. Nous serons très attentifs aux résultats.

Propos recueillis par Michel Marc

Le 19 novembre, la colère sera dans la rue à Paris

Face à la baisse du pouvoir d'achat, à la stagnation des pensions et aux nouvelles mesures gouvernementales, les retraités manifesteront à Paris le 19 novembre, à l'initiative de l'UCR-CGT, avec d'autres organisations.

Cette manifestation nationale à Paris est l'occasion de porter plusieurs revendications essentielles : une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, le maintien de l'abattement fiscal de 10 %, un accès effectif aux soins sans distinction de revenus ou de lieu de résidence, ainsi que le développement des services publics sur l'ensemble du territoire. Aujourd'hui, les retraités sont trop souvent présentés comme des privilégiés, or plus de 60 % d'entre eux perçoivent une pension inférieure au Smic brut, 33 % touchent moins de 1 000 euros et deux millions vivent sous le seuil de pauvreté. Les femmes sont plus particulièrement touchées À cela s'ajoute la précarité énergétique qui concerne 2,5 millions de personnes de plus de 60 ans.

Des choix politiques contestés

Pour l'organisation syndicale, la dégradation du pouvoir d'achat des retraités ne peut être dissociée des choix économiques et budgétaires du gouvernement. Or, les mesures envisagées pour les pensions constituent un motif majeur de mécontentement. Ainsi, les retraités percevant plus de 1 260 euros, toutes pensions confondues, subiraient une revalorisation inférieure à l'inflation, tandis que celle des personnes touchant plus de 2 034 euros serait gelée. Elle dénonce aussi la remise en cause de l'abattement fiscal de 10 %, qui pourrait rendre imposables de nombreux retraités et les priver de certaines aides sociales. À cela s'ajoutent les déremboursements de certains médicaments et actes dentaires, l'augmentation des franchises médicales et la faible revalorisation des retraites complémentaires Agirc-Arrco, limitée à 1,4 % après une année blanche en 2025, alors que l'inflation prévue pour 2026 serait d'au moins 3 %.

Défendre une retraite digne et l'accès aux soins

Pour l'UCR-CGT, ces décisions ne sont pas de simples ajustements budgétaires : elles traduisent une orientation politique qui fait supporter aux retraités une part croissante des difficultés financières du pays. Les organisations appelantes entendent bien, par cette mobilisation, peser sur les débats budgétaires et obtenir une révision des mesures gouvernementales Vivre dignement à la retraite ne doit pas être considéré comme un privilège, mais comme un droit.

Michel Chabasse

Près de 50 participants syndicalistes (CGT, FSU, FAPT…), des organismes sociaux (santé…) du monde associatif, partis de Perpignan, en train, dès le 18 novembre au soir, rejoindront la manifestation parisienne.



La fac autogérée

Deux journées « d'université autogérée » ont été organisées à l'université de Perpignan permettant aux principaux syndicats étudiants d'y installer leurs propres activités. Témoignages.

Mardi10 et jeudi 12 novembre, les syndicats étudiants de l'UPVD ont organisé des journées "d'université autogérée". Ces journées étaient constituées de plusieurs actions, ateliers et rassemblements, des cours alternatifs populaires, des repas conviviaux, gratuits, avec les étudiants qui souhaitaient discuter avec les syndicats organisateurs, l'Union progressiste (UP) et le Comité d'action syndicale (CAS). Étaient également présents diverses organisations syndicales professionnelles, plusieurs associations d'éducation populaire et des militants du Mouvement de Jeunes communistes (MJCF66).

Gabriel Gallera, président du syndicat UP : "le mardi a été une réussite. On a réussi à organiser des cours alternatifs. Il y a eu la présence des syndicats pro. Jeudi, un peu moins de monde, en partie à cause de la météo et au manque de publicité. Quand on demande à faire ce genre d'événement, l'université nous répond parfois très tardivement, ce qui nous met en difficulté pour organiser la com. Dès que l'on doit faire des événements à l'université, il faut faire ce qu'on appelle des fiches événement qui doivent être validées par l'administration."

Riad Bouafia, vice-président de l'UP au campus Mailly : "on a réussi à organiser des journées particulières sur le campus, des intervenants ont pu parler des liens de domination qui existent dans notre société. Ce genre de moment, aujourd'hui, dans notre société capitaliste extrêmement individualisée, sont des moments qui se perdent, mais des moments de ralliement de la population pour partager des points communs, des conditions décevantes, des mal-être. Cette journée autogérée a permis aux étudiants de partager et avoir une parole qui est écoutée et pas une parole reléguée au second plan."

Propos recueillis par Youssef Larhrib



Nous sommes tous antifascistes ! Et ne doutons pas que celles et ceux qui nous lisent le sont aussi. Mais cette page qui va devenir hebdomadaire ne vise qu'à vous fournir des informations, des arguments pour combattre sans trêve la marée brune qui, insidieusement, envahit notre pays.

Marine et Jordan, toujours en soutien des milliardaires

Mardi 27 octobre au soir, l'Assemblée nationale a refusé de reconduire la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises. Cinq milliards d'euros de recettes ont ainsi disparu du budget. Qui retrouve-t-on derrière ce vote : les macronistes bien sûr, la droite évidemment, et … le Rassemblement national. Marine Le Pen et Jordan Bardella peuvent bien faire leur numéro de défenseurs des catégories populaires : les votes de leurs députés racontent une autre histoire. Ceux qui refusent l'augmentation du SMIC et l'indexation des salaires sur les prix viennent désormais au secours fiscal des géants du CAC 40. La fidélité aux intérêts patronaux reste l'ADN de l'extrême droite.

Si, on les a essayés !

Tous ceux qui, pour justifier leur vote pour le Rassemblement National, déclarent « On ne les a jamais essayés », ont la mémoire en très mauvais état ou sont incultes historiquement.

Car la France a déjà essayé l'extrême droite… entre 1940 et 1944 avec le gouvernement de Vichy. Ce ne sont pas les occupants nazis qui, de 1940 à 1942 en zone dite libre, ont fait la chasse aux Juifs, ont supprimé toutes les libertés, ont assassiné ceux qui s'opposaient au régime de Pétain.

« *Mais ce n'est plus la même chose…* » vont s'exclamer quelques « bonnes âmes ». Doit-on leur rappeler que c'est avec d'anciens Waffen SS, d'anciens miliciens qu'a été créé le Front national, devenu Rassemblement national pour cacher cette généalogie honteuse ?

D'ailleurs ce parti d'extrême droite a tellement changé qu'aujourd'hui son président est dénoncé, preuves à l'appui, comme un antisémite. Il a tellement changé que, partout, les maires RN s'attaquent à la liberté d'expression, à la presse, aux syndicats, à la création culturelle.

Que font les maires RN ?

Made in Perpignan a rejoint les médias Le Poulpe, Marsactu, Mediacités, Rue89 Bordeaux, Rue89 Lyon et Rue89 Strasbourg pour se pencher sur les communes aux mains de l'extrême droite. Avec « *On a déjà essayé* », ils veulent raconter, faits à l'appui, ce que donne l'exercice du pouvoir lepéniste au niveau local, avant la présidentielle de 2027.

Haro sur la Sécu

Le projet de la candidate d'extrême-droite promet de lourdes conséquences pour les Français et leur accès aux soins : 36,7 milliards d'euros en moins pour le budget de la Sécurité sociale d'ici à 2031,

un plan d'austérité à 140 milliards d'euros pour l'hôpital public. Avec en particulier le déremboursement de certains soins et, entre autres, 3 milliards d'euros d'économies censées être réalisées en « *rationalisant les affections longue durée* ».

Pour détricoter toujours plus le dispositif créé par Ambroise Croizat, Marine Le Pen entend transférer aux mutuelles – donc au privé – le remboursement de soins à hauteur de 3 milliards d'euros, dès le budget 2028. Bonjour la douloureuse pour les malades…

Julien Odoul insulte la Ciivise

Le 29 octobre, à l'Assemblée nationale, une députée LFI faisant référence au travail de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), le député RN Julien Odoul a lancé : « *c'est quoi la Ciivise ? Le service sanitaire du Hamas ?* ». La directrice de la Ciivise, a adressé une lettre ouverte à la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet pour dénoncer les « *invectives abjectes* » de Julien Odoul, qui n'en a pas moins persisté à dénoncer une association qui combat la pédocriminalité… Que doit-on conclure sur le comportement de ce monsieur ?

René Granmont





Face aux menaces de l'extrême droite, les communistes sont offensifs

Ce dimanche 15 novembre, vers 23heures, les façades du Travailleur Catalan et de la fédération du PCF à Perpignan ont été vandalisées.

Les façades du *Travailleur Catalan* et de la Fédération du PCF 66 ont été tagué de slogans anticommunistes menaçants, signés du nom d'un établissement identitaires situé à Canohès

Leurs auteurs ont été mis en fuite par des militants de la Jeunesse communiste.

Cette agression intervient la veille de la soirée hommage consacrée à René Vautier au cinéma Le Castillet et dont l'animation de la soirée a été confiée au PCF 66 et au TC par la LDH.

Des dizaines de message de solidarité émanant d'organisations, d'associations, de syndicats et de particuliers ont été adressés au PCF 66 et à son journal. Il sera porté plainte et un courrier est adressé au préfet pour l'inviter à fermer l'établissement 7,59 abritant des manifestations de sympathies au nazisme avant qu'un acte irréparable soit commis.



Pendant ce temps le mouvement social se poursuit pour faire entendre les revendications de la jeunesse, des privés d'emplois, des salariés et retraités. Le gouvernement et le patronat s'obstinent à bloquer toute réponse, aidé en cela par les partis de droite et le RN.

Ce front commun contre la justice sociale amène le pouvoir à agiter la menace sécuritaire et à multiplier les postures provocatrices de la police dévolue au maintien de l'ordre.

Par exemple en exigeant au sortir de la manifestation du 17 Novembre à Perpignan que les militants communistes quittent leurs chasubles, et badges. Du jamais vu !

Cela ne conduira pas les militants au renoncement. Ils sont décidés à présenter leurs propositions pour satisfaire les revendications du mouvement de la jeunesse et social en transformant cette société capitaliste en crise. Ils le feront dans la campagne des présidentielles car ils portent les exigences du vrai changement et ont la volonté d'unir et rassembler toutes les victimes de ce système sur une base de classe.

Michel Coronas
Responsable du PCF66

Prats-de-Mollo

Francesc Macia

Avec l'inauguration de la Casa Macia à Prats-de-Mollo, c'est l'hommage rendu à une figure de la résistance catalane contre la dictature espagnole en novembre 1926.

Dimanche 8 novembre à Prats-de-Mollo, a été un moment fort avec l'inauguration de la casa Macia et la commémoration du centenaire de ce que l'on appelle « *Els fets de Prats de Mollo* », lieu où le Catalan Francesc Macia avec quelques conjurés préparèrent une intervention militaire pour chasser le dictateur espagnol Primo De Rivera et décréter la République Catalane. Si l'entreprise a avorté, dénoncée au dernier moment par l'un de membres, elle n'en reste pas moins l'une des premières tentatives de renversement de l'état fasciste de Primo de Rivera en Espagne. Ce qui fait d'elle la première expédition antifasciste de l'histoire de Catalogne et d'Espagne.

Nicolas Garcia a pris la parole au nom du Département, en présence de Josep Rull président du parlement catalan et devant un parterre de nombreuses personnalités. « *Aujourd'hui, nous n'inaugurons pas simplement une maison ; nous nous réapproprions un pan de notre mémoire collective* ». Mais le projet de Francesc Macià allait au-delà d'une simple opération politique et militaire. « *Les événements de Prats de Molló, a poursuivi Nicolas Garcia, incarnaient la détermination d'un peuple à retrouver sa liberté, sa dignité et le droit de décider de son propre destin, à une époque où la dictature de Primo de Rivera persécutait et réprimait toute expression de liberté* ».

Michèle Devaux





Un hommage combattif

© Emmanuel Floquet

Lundi 16 novembre, dans le cadre du festival Cinéma et Liberté(s) organisé par le cinéma *Le Castillet* et la *Ligue des Droits de l'Homme,* la soirée d'hommage à René Vautier était animée par le PCF 66 et *Le Travailleur Catalan,* en présence de Moïra Chappedelaine-Vautier, fille de René Vautier, de Gérard Streiff, journaliste, de Michel Coronas, responsable départemental du PCF, de François Boutonnet de Cinémaginaire, de René Granmont pour le TC. Près de 120 spectateurs ont assisté à cette initiative qui voulait ainsi répondre à la décision du maire de droite extrême d'Elne de débaptiser la salle de cinéma de la ville. Une très belle soirée qui a permis, après la projection du film A propos de… l'autre détail qui dénonce le passé de tortionnaire de Jean-Marie Le Pen, de découvrir la vie et l'œuvre d'un grand cinéaste qui considérait « *le cinéma comme un outil, comme une arme* » dans le combat contre le fascisme et pour des valeurs humanistes. L'occasion aussi de débattre du cinéma, de la liberté d'expression et du danger que représente l'insidieuse expansion des idées d'extrême droite…

Mon cinéma du 16 novembre...

« René Vautier a semé par le monde des perles en images qui se sont révélées pour les pouvoirs en place plus blessantes que les balles. Le temps viendra un jour de le mettre en collier pour montrer à quel point les histoires d'hommes debout sont complémentaires. » écrivait le critique Louis Bory.



Intervention de Moïra Chappelaine-Vautier, fille de René Vautier.

© Emmanuel Floquet

La frontière est ténue entre les écrans blancs des salles obscures et les écrans de la vraie vie. Travelling arrière sur la journée du 16 novembre. Nuit de dimanche à lundi, pas de nuit américaine mais la nuit des fascistes, ils ont tagué les vitres écrans de la fédération du PCF et du Travailleur Catalan. Ils veulent nous faire taire, nous faire peur : peine perdue. Le soir même dans la salle du cinéma *Le Castillet,* l'écran blanc s'est allumé plein feu sur un cinéma de lutte, avec derrière l'œil de la caméra un Breton communiste, un coup de tête à l'extrême droite, aux fascistes !

Avec *À propos de… l'autre détail*, les longues séquences sur les exactions du lieutenant Le Pen lors de la guerre d'Algérie, la torture en plein écran, nous sautent à la « *gueule* ». Le réquisitoire des images est terrible. La séance finie, nous comprenons mieux les attaques contre notre journal et les lettres de haine peintes sur ses vitres. Les lumières rallumées, encore sidérés par les images projetées, les commentaires entendues, la magie de la vraie vie opère. Les mots de Moïra Chappedelaine-Vautier, de René Granmont, de Gérard Streiff envahissent l'espace de la salle. À travers la mémoire de René Vautier se redessine l'espoir. Doucement des voix s'élèvent, se croisent, se répondent.

À travers la filmographie du réalisateur d'*Avoir vingt ans dans les Aurès*, se dessine une riposte. Les images du passé, en fondu enchainé avec les manifestations des lycéens, des étudiants et des salariés, nous poussent à plus de réflexions dans la construction de plus de commun. Lentement la soirée s'étire en discussions où les souvenirs de chacune et chacun se confrontent. Les débats évoluent, changent de plan. Mais les différentes caméras filment toujours les dégâts d'un capitalisme s'affirmant dangereusement avec l'extrême droite. Les films de René Vautier n'ont jamais disparu, Moïra, ambassadrice de ses bobines de luttes, se bat pied à pied pour conserver et diffuser encore et toujours les images d'un visionnaire dont les films passés parlent encore à nos futurs.



© Emmanuel Floquet

Nous sommes déterminés pour que le clap de fin ne soit pas *Un homme est mort** et que notre planète ne soit pas *Marée noire et colère rouge**. Notre clap de fin, c'est l'espoir de toujours filmer et nous voulons simplement en être totalement les réalisateurs.

Page réalisée par Patrick Cases et René Granmont

**Films de René Vautier, le premier étant totalement disparu.*



Vivre à Canet

Marquée par une forte proportion de résidences secondaires, la ville de Canet peine à mener une politique du logement tournée vers ses habitants. Les élus de l'opposition avancent des propositions.

Canet, ville attrayante pour les touristes et retraités aisés, cache en son sein, une population fragile : de nombreuse familles mono parentales, des personnes en situation précaire, un fort taux de chômage, de nombreux emplois saisonniers, des jeunes qui ne peuvent pas se loger, des personnes âgées isolées. 350 personnes domiciliés au CCAS parce que sans adresse !

Depuis toujours en gestion de droite, ce territoire est marqué par des choix idéologiques, excluant, de fait, une partie de sa population à l'accès au logement. Il s'agit avant tout de privilégier le tourisme et les promoteurs immobiliers avec des constructions qui ne correspondent pas aux besoins de tous. La proportion des « *revenus rentiers* » (des revenus sur la propriété, sur de la terre, du bâti, voire des titres mobiliers comme les actions) y est notablement supérieure à la moyenne constatée au niveau national, régional et départemental. Cette économie, ayant une place centrale, contribue à favoriser les locations saisonnières (avec un fort taux de rendement) au détriment de la location à l'année

L'impact de la loi SRU

Lorsque la loi SRU s'est imposée aux communes du littoral, le retard en matière de logement social était immense. Comme le rappelait Simon Broucke, élu municipal de gauche, cette loi est un des principaux vecteurs d'incitation et les compétences municipales et intercommunales en la matière sont majeures. Faute d'avoir réalisé suffisamment d'habitat à loyer modéré, la commune devra payer, encore cette année, des pénalités, venant impacter le budget 2027.

Aujourd'hui, plus que jamais, la question du logement est cruciale. Les nouveaux logements sur le secteur des Alizés ou les Régals ne comblent pas le déficit de logements accessibles à tous. La ville ne décolle pas des 9% de logements sociaux alors que la loi en impose 25% !

Un manque évident de logements sociaux

Les élus d'opposition souhaitaient que dans ces nouvelles constructions le taux de réalisation d'HLM soit porté à 40% pour rattraper le retard, mais surtout pour répondre aux besoins. En effet, la municipalité ne cesse de construire, mais peine à garder les jeunes ménages, ou de loger les salariés : ceux du pôle nautique qui va encore s'agrandir, les enseignants, infirmières, aides à domiciles etc. 70% des Canétois sont éligibles au logement social. L'offre, trop chère, attire essentiellement une population aisée, notamment les retraités. C'est un paradoxe puisque l'objectif premier de la construction pour une ville est d'accueillir des populations jeunes pour éviter son vieillissement ! Aujourd'hui écoles et crèche de Canet se vident.

Il faut une politique plus volontariste dans ce domaine ! Le logement n'est pas un bien comme les autres. Il est le premier des droits, parce qu'il est le premier des besoins et nos concitoyens sont prêts à moins manger, à moins se soigner, pour être sûr de conserver un toit sur la tête. Canet va être ponctionnée de 360 000 euros parce qu'elle n'a pas répondu à cette demande croissante !

Les élus communistes proposent

Il faut construire de petites structures écologiques à loyer modérés, continuer la préemption et la réhabilitation de logements anciens, inciter les propriétaires à louer leur bien à l'année, récupérer les baux commerciaux vides. L'EPIC Sillage va récupérer un espace, avenue des arènes, pour un projet de logements. Les élus communistes ont proposé qu'il soit réservé à la construction d'un habitat à prix modéré pour répondre aux besoins des familles.

Proche de ce quartier, les logements des anciens instituteurs, aujourd'hui à l'abandon, doivent aussi être rénovés. Loin d'être un handicap ce type de logement est un atout, un levier d'avenir où la transformation urbaine se conjugue avec justice sociale et écologique, et pouvoir d'agir des habitants. Toute transformation urbaine doit être pensée avec les habitants, c'est pourquoi une large concertation est nécessaire pour ce projet, comme celui des Régals 2. Il faut placer les Canétois au centre, pour renforcer leur capacité d'agir !

Nadine Pons

Commune de Canet-en-Roussillon (Source INSEE 2023)

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2007	2012	2017	2023
Résidences principales	1 232	1 585	2 226	3 029	4 702	6 038	6 602	6 555	7 430
Résidences secondaires et logements occasionnels	2 774	3 116	6 079	8 225	8 428	8 309	8 503	9 042	8 672
Logements vacants	112	1 223	265	548	345	389	151	142	191
Ensemble	**4 118**	**5 924**	**8 570**	**11 802**	**13 475**	**14 736**	**15 256**	**15 740**	**16 293**

Le logement en Occitanie

Marie Piquet, conseillère générale communiste, coprésidente du comité régional de l'habitat, fait un constat critique du bilan triennal de la loi SRU en Occitanie.

Les conseils régionaux ont des compétences importantes concernant l'accès au logement, l'amélioration de l'habitat. Ils peuvent engager des actions complémentaires aux initiatives de l'État et des autres collectivités territoriales dans ce domaine et ainsi apporter des aides aux projets présentés par les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux.

Le comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH)

Le CRHH d'Occitanie vient de renouveler Marie Piquet, conseillère régionale communiste déléguée au logement, dans sa fonction de coprésidente de la structure et ce, en présence du préfet de Région, coprésident de droit. Deux temps forts ont marqué la réunion de cet organisme : le renouvellement de la coprésidence du comité, côté collectivités, et l'examen du bilan triennal 2023-2025 de l'application de la loi SRU en région Occitanie. « *Je remercie les collectivités de leur confiance renouvelée. Ce vote est un signal fort : les élus locaux d'Occitanie veulent une politique régionale de l'habitat ambitieuse, solidaire et de proximité* », a déclaré Marie Piqué à l'issue de sa réélection.

Quelques repères chiffrés

La Région compte 3 759 700 logements. (+1,2%). Au 1er janvier 2025, les bailleurs sociaux possédaient 336 920 logements locatifs sociaux en Occitanie, soit 5 500 de plus que l'année précédente, équivalant à une progression de 1,7 % sur un an. Dans les P.-O., on compte 27 200 logements sociaux (dont 18 300 pour Perpignan Méditerranée Métropole), soit 11,5 % du total logements résidences principales. Et les listes d'attente pour les logements sociaux s'allongent, ainsi que les délais d'obtention.



Un constat critique de Marie Piquet

À propos du bilan triennal : « *sur les 137 communes soumises au bilan triennal, 17 970 logements sociaux ont été réalisés pour un objectif de 19 015, soit un taux d'atteinte de 94 %* ». On note quand même une baisse de la construction neuve d'environ 16 % qui touche le logement social. En outre 23 communes auront une majoration de prélèvements des pénalités, pour carence en logement sociaux.

À propos de l'État : « *notre région est frappée de plein fouet par la crise du logement : la construction s'effondre, les fichiers de demandes de logement social s'allongent, et les bailleurs sociaux sont pris en étau. Je lance un appel solennel à l'État : la sanction des communes ne suffira pas si, dans le même temps, l'État se désengage financièrement des aides à la pierre* ».

Enfin, à propos de la loi SRU : « *la loi SRU ne vaut que si elle est appliquée dans son intégralité. Nous demandons que ses leviers soient réellement actionnés sur le terrain, et la Région obtiendra qu'un bilan annuel de ces mesures soit présenté au CRHH* ».

Michel Marc

Le TC hebdo communiste des P.-O.
Scan Moi
Le Travailleur Catalan
l'hebdo
Abonnez-vous !
Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement en lettres majuscules.

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse :
N° : ..... Rue, Bd, Av.,etc... : ..... Nom de la voie : .....
Code postal ou cedex : ..... Ville : .....
Mail : ..... Tél. : .....

☐ Papier/ 1 mois 8,50€ ☐ Papier/ 3 mois 25€ ☐ Papier/ 6 mois 49€ ☐ Papier/ 1 an 98€ ☐ Papier + numérique/1 an 120€ ☐ Numérique/1 an 77€

Je règle :
Date : . . / . . / . . . .
☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan
☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.



Aujourd'hui Musiques

Voyages interplanétaires

Pour son premier week-end, le festival de la création sonore contemporaine faisait la part belle à Philip Glass, à la voix et à la nuit.

Dès l'ouverture du festival *Aujourd'hui Musiques* 2026 le public était là, en nombre. Embouteillage garanti dans le hall d'accueil de l'Archipel avec le spectacle de première partie en accès libre, et autant dans le Grenat pour le concert du soir *Another look*, concert choral de Philip Glass par l'ensemble *Les Métaboles* dirigé par Léo Warynski.
Compositeur américain aujourd'hui âgé de 89 ans, Philip Glass est un des représentants les plus emblématiques de la musique minimaliste et répétitive. Son inspiration est nourrie d'une fréquentation assidue de Schubert et Bach, mais aussi de la musique indienne. Il travaille beaucoup avec les musiciens de son temps (Steve Reich…) mais aussi avec des dramaturges, des chorégraphes (Lucinda Childs), des plasticiens. Un artiste prolifique dont les opéras sont actuellement les plus joués dans le monde.

Vendredi soir à l'Archipel avec *Another look* le public était convié, selon le chef de chœur, à un « *voyage dans le cosmos* », pertinente expression pour ce concert voix et orgue qui vous embarque vers d'étranges contrées. Une œuvre qui comporte « *tous les ingrédients de la musique de Philip Glass : un style vocal répétitif et minimaliste et l'absence de texte* » précise le chef.

Dix-huit choristes hommes et femmes, tous vêtus de caftans gris et noir, avançant lentement pour se mettre en ligne sur un plateau plongé dans une quasi-obscurité. Devant eux, un orgue, au-dessus, trois cercles lumineux où défilent des images de synthèse se calquant sur les rythmes. Voix et orgue se mêlent ne faisant qu'une ligne harmonique en forme de vagues, avançant, refluant, enflant… Le résultat est fascinant, hypnotique, un moment suspendu pour certains, lancinant et aride pour d'autres. L'auteure de ces lignes faisant partie des premiers.



Deploy la Nuit © Jean-Sébastien Caron.

Le son dans tous ses états

En clôture de la première semaine, un spectacle signé de la compagnie lozérienne La *GRANDeGARABAGNe* intitulé *Déployer la nuit.* Quatre instrumentistes également chanteuses et chanteur, la soprano Juliette de Massy à la direction. Dans des costumes baroques aux riches couleurs, enturbannés, les protagonistes balayent un répertoire allant de la *Renaissance* à notre siècle avec, au milieu, *Els segadors*, mais à leur façon, c'est à dire en manipulant leurs instruments et du papier pour produire des sonorités insolites, une improvisation inventive et surprenante. À la fin, le public était invité à chanter Els segadors tout en sortant dans la rue en cortège avec des lampions. Un grand moment de communion et un chocolat chaud à partager !
La deuxième semaine s'annonce aussi prometteuse avec samedi 21 novembre la *Symphonie pour klaxons et essuie-glaces*, *Dancing* une « *plongée sensorielle totale* » et, en entrée libre, la DJ Mlle Caro.

Nicole Gaspon

Où sortir ?

Perpignan

L'ARCHIPEL

VEN 20 NOVEMBRE — SUR LA SCÈNE DU GRENAT
BRUITS BLANCS #16
Cie d'Autres Cordes
Franck Vigroux et Michel Simonot
direction artistiqueée
De 10 à 20€

MER 25 NOVEMBRE — LE GRENAT
ROCÍO MOLINA
Calentamiento
De 10 à 30€

MAR 1er & MER 2 DÉCEMBRE — LE GRENAT
L'ÉCOLE DES FEMMES
Molière | Robin Renucci
De 10 à 35€

L'ARCHIPEL EL MEDIATOR

JEU 26 NOVEMBRE — El Mediator
THE INSPECTOR CLUZO
« Less is more worldwide tour »
+ 7 WEEKS
19.80 € / 22 €

DIM 29 NOVEMBRE — El Mediator
NEFERTITI
Collectif Koa
15€ adulte /12 € enfant

INSTITUT JEAN VIGO

MARDI 24 NOVEMBRE
19h · projection
CE QU'IL RESTE DE LA FOLIE
JORIS LACHAISE | FRANCE, 2015, 1H41 | DCP
7€ / réduit 5€

VENDREDI 27 NOVEMBRE
20h · projection
LA MORT VOUS VA SI BIEN
ROBERT ZEMECKIS| USA, 1992, 1H44 | DCP
Interprètes : Meryl Streep, Goldie Hawn, Bruce Willis…
7€ / réduit 5€

Où sortir ?

Cabestany



Vendredi 27 novembre - 20h30
·Centre culturel Jean Ferrat - Cabestany
LES FELUETTES - COLLECTIF NACÉO

EMPREINTE - CIE IN-FLUENCES
Maëlys Escare et Timothée Allal personnifie
12€

CANET EN ROUSSILLON





Céret

Le Vallespir fête les 200 ans de la photographie

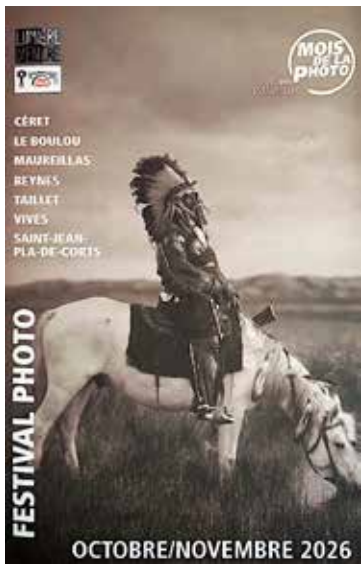
Dans le Vallespir, particulièrement à Céret, le mois de novembre offre un festival pour la photographie dans de nombreux lieux publics et privés. Une façon de prendre des provisions de belle culture avant d'aborder l'hiver.

Deux cents ans de milliards de clics nous renvoient à l'année 1826. C'est loin, certes, mais à l'échelle de l'histoire humaine, c'était hier, dans une France provisoirement gouvernée par la monarchie. La photographie est apparue dans ce monde en transition où les découvertes scienti-fiques commençaient à pleuvoir comme des promesses positives pour l'humanité.
À Céret, Lumière d'encre et tous les fans de cet art populaire ont mis les petits plats dans les grands. L'association a publié un programme qui détaille l'ensemble des manifestations. De son côté, le réseau *Lux* a édité *200 LUX*, dictionnaire (presque complet) de la photographie. Il est diffusé gracieusement partout et permet à chacun de trouver ou retrouver les bases d'une activité permettant de valoriser les multiples facettes du regard de chacun sur son environnement, voire sur lui-même.

Coups de flash cérétan

Parmi les vingt-deux expositions réparties entre Céret, Le Boulou, Maureillas, Reynes, Taillet, Vives et Saint-Jean-Pla-de-Corts, celle consacrée à Edward Sheriff Curtis à la Capelleta de Céret nous a mis, avec une force d'expression du grandiose, en relation avec les peuples amérindiens d'Amérique du Nord.
Toujours à Céret, celle des portraits à la salle Manolo remet au goût du jour un art qui faisait autrefois, dans le marbre statutaire, l'incontournable témoignage des cérémonies familiales. Au-jourd'hui, il donne la primeur à l'émotion et à la spontanéité d'expression des visages.
On n'oubliera pas un passage au Musée d'Art Moderne de Céret pour découvrir les photos d'Alfred Stieglitz, artiste newyorkais, telles qu'elles ont été publiées dans les revues 291 et 391 du « *peintre, agitateur et éditeur Francis Picabia* », dont l'exposition se termine le 29 novembre.
Reste, au siège de Lumière d'Encre, une belle exposition sur le thème des « *Ripailles* », sous la houlette de Jean Christian Bourcard suivie, à la salle de l'Union, le 20 novembre, d'une évoca-tion du photographe anonyme qui a fait découvrir le Paris de l'Occupation par le journaliste Philippe Broussard.
Ces références non exhaustives sont de beaux arbres certes. Disons qu'ils cachent la forêt des talents qui ont envahi les sept cités du Vallespir.

Yvon Huet







Ukraine

Vers un début de solution ?

Kiev et Moscou ont entamé mardi à Abou Dhabi des pourparlers sous médiation américaine, avec l'espoir de progresser vers un règlement du conflit.

Les deux jours de dialogue aux Émirats arabes unis étaient les premiers depuis février entre Moscou et Kiev. Il y était notamment question du plan en quatre points des États-Unis (représentés par les envoyés Jared Kushner et Steve Witkoff). Le commandant des opérations en Europe de l'Otan, Alexus Grynkewich, chapeautait les négociations. Le ministre émirati des Affaires étrangères, le cheikh Abdallah ben Zayed Al Nahyane, était également présent.

Un plan en quatre points de Washington

Les garanties de sécurité sont l'un des quatre points imaginés par Washington, avec la reconstruction de l'Ukraine, notamment par le fonds d'investissement BlackRock et la Banque mondiale, un accord énergétique synonyme d'intégration de la Russie avec l'Ukraine et l'Europe, et un « *cessez-le-feu le long de la ligne de front actuelle* ». Mais des « *différences significatives subsistent* », a déclaré le chef de la délégation ukrainienne, Roustem Oumerov, après la rencontre, se félicitant que « *les parties (aient) pu exposer directement leurs positions* ».

Dans les grandes lignes, Kiev – et Bruxelles – souhaite d'abord un cessez-le-feu et des garanties de sécurité pour l'Ukraine, tandis que Moscou préfère aborder la question de la répartition des territoires avant toute trêve. Ce nouveau « *round* » de négociations pourrait ainsi déboucher sur des « *mesures de désescalade* », notamment énergétique, comme l'a laissé entendre, mardi 10 novembre, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

La seule conclusion concrète de ces négociations émiraties est un nouvel échange de prisonniers entre Moscou et Kiev, qui concernerait plusieurs centaines de personnes, vivantes ou décédées. Un nouveau « *pas vers la paix* », d'après Vladimir Medinski, négociateur russe, sur un très long chemin de croix pour les populations des deux pays. Les prochaines étapes auront lieu jeudi 12 novembre, puisque Steve Witkoff et Jared Kushner décolleront directement d'Abu Dhabi vers Moscou pour y rencontrer le président russe, Vladimir Poutine. Ils rejoindront ensuite Dublin, en Irlande, en compagnie de Volodymyr Zelensky. Sans oublier la rencontre attendue de Vladimir Poutine et Donald Trump en marge du sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique, les 18 et 19 novembre à Shenzhen, en compagnie de leur homologue chinois Xi Jinping. Elle se fera sans le président ukrainien, qui redoute cette rencontre trilatérale.

Roger Rio

Gaza

Appel aux dirigeants européens, arabes et turcs

L'ONG de mobilisation citoyenne Avaaz a lancé un appel aux dirigeants européens, arabes et turcs, intitulé « Laissez entrer l'aide à Gaza avant l'hiver ».

L'organisation exhorte les gouvernements à user de tout leur poids diplomatique pour faire pression sur Israël, afin qu'il lève le blocus de l'aide humanitaire, autorise l'entrée des matériaux de construction indispensables et permette l'évacuation des blessés nécessitant des soins médicaux urgents.

L'urgence est réelle : des pluies torrentielles se sont abattues en pleine nuit sur la bande de Gaza, inondant les tentes des camps de déplacés, détrempant matelas, couvertures et les rares affaires sauvées de la guerre. Selon Avaaz, plus d'un demi-million d'enfants risquent de passer l'hiver sans abri décent, au milieu des ruines. « *Aucun enfant ne devrait avoir à subir un nouvel hiver au milieu de ruines inondées* », écrit l'organisation dans sa pétition. Des scènes d'enfants réveillés en pleurs au milieu des eaux boueuses ont circulé dans les médias du monde entier.

Solidarité indispensable

La mobilisation diplomatique s'intensifie. Une cinquantaine d'États, dont la France, l'Égypte, le Qatar, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni, auxquels s'ajoutent la Commission européenne, la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique, ont signé une déclaration commune exigeant l'ouverture des points de passage terrestres.

Ce samedi 14 novembre, l'Union européenne a de nouveau exhorté Israël à permettre un accès « *immédiat* » et « *sans entrave* » aux organisations humanitaires, estimant que les inondations et les conditions hivernales aggravent encore la situation d'une population « *déjà à bout* ». La cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, s'est également dite « *profondément préoccupée* » par la frappe aérienne contre l'hôpital Nasser, à Khan Younès, qui a fait plusieurs morts jeudi. Pour Avaaz, la donne a changé : le gouvernement israélien sort affaibli des élections législatives, Washington prend ses distances, et les images venues de Gaza exercent une pression médiatique inédite. Le Royaume-Uni, l'Égypte et le Qatar demandent déjà ouvertement la levée du blocage de l'aide. L'ONG appelle désormais les citoyens à signer massivement la pétition *, afin de pousser ces États à unir leurs forces et à obtenir, avant l'arrivée du froid, le libre acheminement des secours vers Gaza.

Dominique Gerbaut

(*) Cliquez sur le QRCode pour signer la pétition



Mobilisation

L'Espagne en ébullition

Ce 11 novembre, plusieurs millions de personnes ont débrayé dans les villes espagnoles pour les salaires, les logements et contre la menace d'une victoire de la droite et de l'extrême droite aux législatives anticipées.

Depuis 2012, dans la quatrième économie de l'UE, c'est du jamais-vu. Douze ans que nos voisins n'avaient entamé une grève générale outre-Pyrénées. Et ce mercredi 11 novembre, le peuple espagnol a fait trembler la terre de la péninsule pour crier ses revendications sociales.

En premier lieu de leurs revendications figure évidemment le logement. Question qui s'est imposée ces derniers mois au peuple espagnol, las de voir les loyers s'envoler aussi vite que l'inflation qui mutile les hausses de salaires, et choqué par l'expulsion puis la mort de Maricarmen Abascal, 87 ans, il y a quelques semaines. Cette mobilisation massive – mais inégale selon les régions et les secteurs d'activité – a fait débrayer 41à 80 % des travailleurs (en Catalogne ou en Andalousie) selon les Commissions ouvrières, et a provoqué une baisse de 10 % de la consommation d'électricité dans tout le pays. Comme les entreprises, des routes ont été bloquées temporairement par les manifestants, et des centaines de vols et de trains ont été supprimés.

Des accords entre la droite et l'extrême droite

Cette journée de grève générale a lieu à quelques jours des élections législatives anticipées du 29 novembre, où le Parti populaire (PP) et l'extrême droite (Vox) pourraient obtenir de nombreux sièges. Les deux questions sont liées puisque ces deux partis ont bloqué, le 2 octobre, les deux décrets pour des mesures d'urgence en matière de logement.

Ce qui avait conduit Pedro Sanchez à convoquer un nouveau scrutin, pour lequel le PP et Vox ont noué des accords régionaux. La campagne électorale est marquée par la violence verbale de la droite et de l'extrême droite, à l'image de ce qui se passe dans beaucoup de pays en Europe et ailleurs.

Le chef de file du PP aux Cortés (assemblée nationale) n'a pas hésité à traiter le chef du gouvernement espagnol de « *traître* » et de « *chien* », ce qui lui a valu la réplique cinglante de Pedro Sanchez : « *si je suis un chien, moi je n'ai pas de maître* », faisant ainsi allusion aux liens étroits qui unissent le chef du PP à Donald Trump. L'âpreté de cette campagne marque bien les enjeux qui existent dans cette élection qui est regardée par toute l'Europe et bien au-delà, Sanchez faisant souvent référence à Lula dont il a salué la victoire.

Roger Rio

annonces légales-annonces légales-annonces légales -annonces légales

Dénomination : ND66 IMMO.
Forme : SCI
Siège social : 5 Chemin Joseph Cardona
66450 POLLESTRES

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé, en date du 16/09/2026, à POLLESTRES il a été constitué une Société.

Objet : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

L'administration et l'exploitation par bail, location de tous types ou autrement de tous immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement,

La mise en valeur de ces immeubles, notamment par l'édification de constructions nouvelles pour toutes destinations, la transformation des constructions déjà existantes.

L'achat, la prise à bail avec ou sans promesse de vente et la location de tous autres immeubles bâtis ou non bâtis, ainsi que leur administration et exploitation. Éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Subsidiairement, mise à disposition gratuite de tout ou partie des immeubles aux associés.

Et généralement toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, et susceptible d'en favoriser le développement ou la réalisation, pourvu qu'elles ne modifient en rien le caractère civil de la société..

Durée de la société : 99 années.

Capital social fixe : 100 euros

Cession de parts et agrément : Les parts sociales sont cessibles sous réserve d'agrément dans tous les cas.

Gérant : Monsieur Nicolas DELASSAULT, demeurant 5 Chemin Joseph Cardona – 66450 POLLESTRES

La société sera immatriculée au RCS de Perpignan.

Pour avis.

Le Gérant

AVIS DE CONSTITUTION

KESKIN CONSTRUCTION
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 300€
Siège social : 4 rue de Taulis, 66100 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 06 novembre 2026, il a été constitué sous la dénomination sociale KESKIN CONSTRUCTION une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 4 rue de Taulis, 66100 PERPIGNAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

- Objet social : L'activité artisanale de maçonnerie générale, Construction neuve et rénovation. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 300 euros, il est divisé en 300 actions de 1 euro chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 300 euros.

Présidence : Mme KESKIN Seda, née le 17 avril 2003 à PERPIGNAN (66)

demeurant à 4 rue de Taulis, 66100 PERPIGNAN est désigné en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

Prêter attention et politiser la nature

Claude Lévi-Strauss a écrit *La pensée sauvage,* dont le titre est un trait de génie. Il l'a écrit à une époque où il fallait réhabiliter l'importance jusqu'à la considération même des peuples non-européens ainsi que leur capacité à la pensée abstraite. Il invite à l'acceptation de cultures différentes. Mais ce qu'il faut souligner également est le message que s'il ne fallait pas qu'il choisisse ses combats intellectuels, alors son analyse aurait englobé, en plus des peuples dits « *primitifs* », l'ensemble des êtres vivants. Cela nous conduit à imaginer la fiction suivante :
Échange entre un maire âgé, un jeune employé communal et un entrepreneur de travaux, dans cent ans :

- Le jeune employé : c'est quand même dommage que ce bâtiment coupe l'écoulement du vallon et la circulation des chauves-souris.
- Le maire : que veux-tu, à l'époque, on construisait sans regarder.
- Le jeune employé : c'est-à-dire, vous ne saviez pas voir l'écoulement d'un vallon ou comprendre le comportement d'une chauve-souris ?
- Le maire : non, mais figure-toi qu'on ne venait même pas voir sur place ! On traitait les dossiers sur plan. Ou si on venait sur place, c'était pour observer la circulation routière ou les égouts, pas un seul regard sur les plantes !
- L'entrepreneur : et oui, mon père m'a raconté, à l'époque ils ne connaissaient même pas dix chants d'oiseaux et ne savaient pas faire la différence entre un milieu calcaire ou acide, une prairie humide ou une prairie sèche !
- Le jeune employé : incroyable !
- Le maire : Il ne faut pas nous juger, on voyait cela comme très compliqué, on le confiait à des bureaux d'étude et à la DREAL, on ne pensait pas qu'on pouvait observer et comprendre nous-même, avoir une culture générale de la nature. On n'avait pas idée non plus de la considérer, d'imaginer adapter nos plans aux autres êtres vivants.

Comme les colons, avec les peuples primitifs...

Baptiste Morizot dans Les diplomates nous propose de faire passer les autres êtres vivants d'objet à sujet, puis, de sujet à sujet politique. D'objet à sujet, c'est-à-dire d'objets que nous *« gérons »* à sujets qui ont une autonomie d'existence, de comportement et de pensée. De ce statut de sujet, il nous propose d'aller jusqu'au statut de sujet politique, c'est-à-dire de leur laisser une place dans le processus délibératif, donc, d'entrer en négociation avec les êtres vivants. Et il donne de nombreux exemples de diplomates, comme Jane Goodall



avec les gorilles pour une des plus connues.
Notre imagination de mise en pratique pourrait donner cette autre fiction : quand un aménagement détruit un espace de nourrissage d'oiseaux, un habitat de renard et un passage pour les écureuils, on pourrait « *négocier* » en replantant une haie à fruit pour les oiseaux, en installant un filin pour le passage des écureuils et en laissant le terrier à renard. Pour arriver à cette négociation face aux intérêts humains, on pourrait même imaginer donner des représentants humains aux animaux, chargés de négocier pour eux… Pas des bureaux d'étude ou l'État, mais des citoyens de la commune concernée tirés au sort par exemple… Et pas besoin d'être spécialiste, non, comme les élus n'ont pas besoin d'être spécialistes pour représenter la population, le représentant des animaux doit avoir envie d'observer, de comprendre et si besoin de se renseigner auprès de spécialistes…
Écho à la proposition actuelle d'un député écologiste, de donner une personnalité juridique à la Loire…

Laure Pumaréda



EURO IMMOBILIA
PROMOTION - TRANSACTIONS

LES OLIVIERS DU MAS VERMEIL



Dans un écrin de verdure, résidence de standing entièrement fermée et sécurisée.

Réalisation de Villas et d'Appartements du T2 au T4.

Démarrage des travaux printemps 2027



ZAC DU MAS BALANDE – ROUTE D'ELNE -66 000 PERPIGNAN
04 68 66 85 55 – www.euro-immobilia.fr